



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

26/11/2020

SYNDICALISME ET LUTTE DE CLASSE

Nous sommes régulièrement interpellés par nos lecteurs, nos sympathisants sur la question du syndicalisme, quelle est notre position vis-à-vis de cette question essentielle en France et dans le monde ?

Le syndicalisme est une composante de la société, il est donc logique que celui-ci soit confronté aux crises politiques, aux idéologies, selon sa nature de classe ou réformiste.

Le 18 Janvier 2003, notre Comité National soucieux de répondre à cette question, a adopté à l'unanimité un texte référence qui donne notre opinion politique pour que la classe ouvrière puisse y réfléchir et débattre du rôle du syndicalisme dans la lutte pour résoudre et satisfaire les besoins sociaux, son influence sur la société, son action internationale.

Notre position politique il y a 17 ans, trouve toute sa réalité dans la situation actuelle. Aujourd'hui, le syndicalisme de classe connaît de très graves difficultés face à un affrontement idéologique intense. Le capital exploite toujours plus, toujours plus fort et plus durement le travail des salariés.

En même temps, des forces importantes agissent. Partout des syndiqués, des responsables syndicaux à tous les niveaux ne sont pas disposés à accepter cela. Les membres de la CGT sont de plus en plus nombreux à ressentir le besoin de conserver et de développer le syndicalisme de classe. Avec eux, des centaines de milliers de salariés luttent contre le capital.

L'enjeu du combat : un syndicalisme de classe, ce qui signifie la lutte pour une société sans classe, le socialisme, ou un syndicalisme réformiste pour gérer la société dans le sens voulu par les capitalistes, les gouvernements à leur solde, les gouvernements sociaux-démocrates, ou les plus réactionnaires.

Nous avons donc décidé de publier à nouveau notre texte sur le syndicalisme afin d'aider les travailleurs, leur donner à comprendre, à réfléchir et à agir, à s'engager plus fort pour mener le combat contre le capital.

C'est vers eux que nous nous tournons parce qu'ils sont déterminant dans ce combat qui doit absolument s'appuyer sur la satisfaction des besoins fondamentaux confrontée à la réalité vécue.

C'est tout le sens de notre démarche de Communistes. Le syndicalisme de classe ne peut exister sans parti révolutionnaire, c'est pourquoi nous encourageons et soutenons toutes les luttes revendicatives, leurs convergences, seule possibilité pour gagner les revendications. C'est le sens de notre action.

Le secrétariat.

Pour un syndicalisme combatif

Le patronat et les gouvernements, qu'ils soient de droite ou qu'ils se disent " de gauche ", s'attaquent de plus en plus brutalement aux salaires et aux retraites, aux emplois, à la Sécurité Sociale... Les difficultés des salariés s'aggravent pendant que ceux qui les exploitent amassent des fortunes scandaleuses qui se chiffrent en milliards d'Euros. A quoi nous réduiraient-ils si nous les laissons faire ? Empêchons-les de continuer. **Pour lutter efficacement nous avons absolument besoin d'un syndicalisme combatif qui défende nos revendications sans faiblesse et agisse pour les faire aboutir.**

Hier



Le syndicalisme français est apparu et s'est développé avec le mouvement de la société capitaliste, aboutissant à la construction d'un syndicalisme confédéré avec la création en 1895 de la CGT qui inscrit en tête de ses statuts la suppression du patronat. Quelques années plus tôt, K. MARX et les marxistes avaient montré que la société moderne se ramènerait de plus en plus à deux classes fondamentales irréductiblement opposées, d'un côté l'immense foule des travailleurs, de l'autre un petit groupe de magnats capitalistes. Ils avaient montré en même temps que le développement de l'industrie capitaliste rapporterait à ceux-ci des richesses fabuleuses tirées de l'exploitation des salariés et des peuples. Ils ont déduit de cette situation la nécessité absolue de combattre le capitalisme jusqu'à le faire disparaître. Le même MARX écrit à la même époque : " si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure ".

Révolutionnaire ou collaboration de classe ?

A quelle finalité doit répondre le syndicalisme, être un outil d'émancipation des salariés et du peuple ou un accompagnateur qui se dit " social " de la politique du capital ?

La CGT sera profondément marquée par le marxisme. Elle prend acte de la réalité qui marque toute l'évolution du monde actuel : l'antagonisme irréductible qui existe entre le capital et le travail. Elle deviendra ce qu'on appellera un syndicat révolutionnaire de lutte de classe.

Etre une organisation de classe c'est défendre sans compromission les intérêts des travailleurs, c'est avoir conscience que la finalité du mouvement syndical ne peut être que la libération de la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste. L'appropriation collective des grands moyens de production, est indispensable pour mettre fin à cette exploitation.

Plus tard d'autres syndicats seront créés en France. Ils développeront un syndicalisme qui s'accommodera du système capitaliste. Ce syndicalisme participera, ouvertement ou de manière dissimulée, au développement du capitalisme et à la gestion de ses intérêts. C'est ce qu'on appellera le réformisme syndical de collaboration de classe.

L'existence et le développement du syndicalisme de classe est un combat acharné qui a commencé dès la naissance du syndicalisme. Le patronat a aussitôt compris que pour obtenir la " paix sociale " il lui fallait abattre. Le syndicat de classe ou, ce qui revient au même, faire qu'il devienne un syndicat réformiste. Abattre le syndicalisme de classe, c'est donc le but que poursuivent les hommes du capital et les gouvernements successifs. Conserver en France un syndicalisme de classe est un combat de toujours. **Aujourd'hui il doit affronter et faire face a de nombreuses opérations qui visent à le liquider. Participent à ces opérations les partis de la droite, de la gauche plurielle, d'autres organisations politiques, les responsables des organisations syndicales françaises réformistes, les dirigeants de la CES (Confédération Européenne des Syndicats)... D'autres organismes créés par le capital international, comme la Banque Mondiale, le, Fond Monétaire International, l'Organisation Mondiale du Commerce... y participent également.**

Quand les salariés sont unis

En 1936 avec le Front Populaire, les salaires les plus bas ont été multipliés par quatre, la semaine de quarante heures a été arrachée aux patrons sans diminution de salaire et deux semaines de congés payés ont été obtenues... En 1945 à la Libération, les salariés ont obtenu une forte augmentation des salaires, la Sécurité Sociale, la

Retraite, le Statut des fonctionnaires, les nationalisations. Plus près de nous, en 1968, le SMIG a été augmenté de 35%, les salaires de 7 à 28%.

L'existence à l'époque d'un syndicalisme de classe puissant a permis aux salariés de remporter ces grandes victoires, elle a imposé l'unité syndicale à ceux qui la refusaient.

En 1995, dans d'autres conditions, les cheminots et les salariés des services publics notamment ont fait reculer JUPPE.

...Et aujourd'hui



Les événements que nous connaissons en France et dans le monde, ceux qui se sont déroulés dans les pays de l'Est, donneraient-ils raison au système capitaliste ? Regardons la réalité. **Plus le capitalisme se développe et plus l'exploitation des peuples grandit.** Le capital est encore plus concentré entre quelques mains. Des chiffres donnent le vertige : les trois multinationales les plus riches du monde disposent d'une fortune supérieure à la production annuelle de 48 pays les plus pauvres. Il suffirait d'une dépense annuelle de 80 milliards d'Euros pendant dix ans pour garantir à tous les humains une alimentation nécessaire, des infrastructures de santé indispensables et une instruction élémentaire. **Cette somme c'est un petit quart du budget militaire des USA, c'est la moitié de la fortune des quatre personnes les plus riches du monde.**

En France, le pouvoir d'achat des salariés a reculé de 10% en cinq ans et les jeunes connaissent des conditions de vie plus difficiles que celles de leurs aînés. La part des salaires dans les richesses créées est tombée en vingt ans de 73 à 64%. **Où est passé cet argent ? On le retrouve dans les profits scandaleux des grands groupes capitalistes.**

Près de cinq millions de personnes vivent en dessous du seuil officiel de pauvreté, le chômage est massif, la précarité du travail touche un salarié sur quatre. Les signes d'une paupérisation de plus en plus grande sont là, à travers la précarité, la flexibilité, le chômage de masse, le développement de la pauvreté.

L'argent ne manque pas pour satisfaire ces besoins, mais il faut le prendre où il est, dans les coffres des sociétés capitalistes et du gouvernement qui les sert.

Au lieu de cela nous subissons de nouvelles attaques. Patronat et gouvernement veulent en finir avec le droit à la retraite, ils veulent casser le système par répartition et le remplacer par une retraite individuelle payée par les salariés comme on paie une assurance vie. La Sécurité Sociale est attaquée comme elle ne l'a jamais été. Le statut des fonctionnaires est vidé de son contenu jour après jour. La privatisation d'EDF-GDF est en route, celle de la SNCF aussi. La recherche, l'enseignement, la formation sont de plus en plus soumis aux exigences du capital. La "mondialisation" n'est autre que l'organisation économique et politique de la société par le capitalisme pour la course aux profits à l'échelle mondiale.

La France et le Monde d'aujourd'hui confirment, un siècle et demi plus tard, la justesse des observations de Marx.

Le role d'un syndicat



C'est de défendre les intérêts matériels et moraux des salariés, c'est de lutter contre les discriminations à l'égard des femmes que le capitalisme veut perpétuer. C'est de défendre les salaires et les retraites, le droit à l'emploi, les conditions de vie et de travail, la protection de la santé... Tout cela est attaqué brutalement par le patronat, les gouvernements et les partis à son service. Réduire encore plus ce qu'ils nomment "l'enveloppe sociale", c'est leur objectif principal et permanent. **Un syndicalisme qui défend les salariés doit s'y opposer de toutes ses forces, il doit appeler à résister, sans compromis.** Ce n'est malheureusement pas le cas puisque les centrales syndicales ont accepté de rencontrer le patronat à plusieurs reprises pour, disent-elles, étudier les dossiers en question. Mais nous savons ce que ces dossiers contiennent : l'extension des privatisations, la fin du système actuel des retraites, la casse de la Sécurité Sociale... **Le syndicalisme ne doit en aucun cas cautionner ces attaques par sa présence aux côtés du patronat ou du gouvernement. Participer à cela c'est aider ceux qui nous exploitent à nous exploiter davantage.**

Il faut développer l'activité syndicale revendicative pour résister, faire reculer le patronat, défendre nos droits et en conquérir de nouveaux.

Nous ne sommes pas contre toute négociation, à quoi servirait un syndicat s'il ne négociait pas ? Mais la négociation doit s'engager à partir des revendications des travailleurs et de leurs intérêts, sur la base d'un rapport des forces établi par l'action. Les conquêtes du Front populaire, de la Libération et de 1968 ont été obtenues après négociations, de dures négociations mais qui avaient comme toile de fond de très grands mouvements sociaux. **Par contre aujourd'hui "négocier" avec l'adversaire et derrière le dos des travailleurs pour élever l'âge de la retraite, augmenter le nombre d'années et le taux des cotisations et diminuer le montant des pensions, cela, c'est de la collaboration de classe.**

Lutte de classe ou collaboration de classe, c'est toujours la même opposition qui se manifeste.

Aujourd'hui en France, le syndicalisme de classe est en réelle difficulté. Le risque est grand de voir ce syndicalisme devenir un syndicalisme institutionnel d'accompagnement, un simple syndicalisme de services, comme cela existe déjà en Europe, hélas. **L'objectif du patronat, celui des forces politiques de droite et réformistes, c'est d'organiser l'ensemble du syndicalisme français autour d'un pôle social-démocrate syndical.** Depuis plusieurs années nous constatons une dérive de plus en plus marquée du syndicalisme français dans cette voie. Certains, par exemple voudraient adapter les revendications des salariés aux "difficultés" que connaîtrait le patronat. Cette démarche conduit à l'entente avec les employeurs pour atteindre des objectifs patronaux comme la "modération salariale", la mise en cause du système actuel des retraites et du système de santé, la précarisation du travail, les privatisations etc...

L'existence d'un véritable syndicalisme de classe puissant, soutenu fermement par la masse des salariés est un problème majeur de notre époque.

Collaborer avec le patronat est-ce moderne ?



Sous couvert de modernité, le langage syndical se transforme. Aujourd'hui des termes, pourtant clairs, sont pratiquement absents du langage syndical. Par exemple, capitalisme, classe sociale, exploitation, nationalisation,, domination, inégalités, lutte de classe, collaboration de classe, impérialisme...et bien d'autres. A contrario le syndicalisme "moderne" reprend facilement les termes importés des Etats-Unis ou d'Europe, tels que : libéralisme, nouvelle économie, partenaires sociaux, dialogue social, mondialisation, citoyenneté, fonds de pension etc...etc...

Participer à la gestion de l'épargne salariale avec les patrons, créer un comité intersyndical qui apporte sa caution à de grands groupes capitalistes comme AXA, le Crédit - lyonnais, la BNP...est-ce cela être moderne ?

En accompagnant les propositions et actions des gouvernements de la gauche plurielle comme de la droite, les confédérations syndicales acceptent finalement cette politique. Ces accords servent de modèle et surtout d'alibi aux discours sur le prétendu "modernisme" du syndicalisme français.

Le résultat de cette politique désastreuse avalisée par le syndicalisme français, aboutit à une chute importante du pouvoir d'achat des salariés, au recul de l'emploi et des acquis. Le patronat est le seul gagnant.

Union des salariés contre ceux qui les exploitent.



Chaque fois qu'ils ont agi ensemble contre le patronat et les gouvernements, les salariés ont obtenu de grands succès.

Pour faire échec à ce qui se met en place actuellement contre les salariés il faut agir ensemble sinon le patronat et le gouvernement parviendraient à leurs fins. L'union se construit en priorité dans l'entreprise sur la base des besoins exprimés par les travailleurs. Si les confédérations syndicales impulsaient et organisaient l'action nationale et interprofessionnelle, dirigée résolument, sans concession d'aucune sorte, contre le patronat et le gouvernement cela aurait un très grand retentissement dans tout le pays, l'action des salariés serait très puissante et des résultats importants seraient obtenus. A l'attaque globale contre les salariés il faut opposer une riposte globale, celle de tous ceux qui sont victimes de cette politique.

Quels sont ceux qui s'y opposent ?

Quand l'union des salariés se fait pour combattre le patronat, ceux qui nous exploitent la redoutent. Ils déploient d'énormes efforts de propagande et multiplient les manœuvres pour qu'elle ne se réalise pas. **Dans le syndicalisme lui-même il y a tous ceux qui s'opposent à ce que l'action unie contre le capitalisme se développe.** Aujourd'hui dans le syndicalisme français on parle de "syndicalisme rassemblé". Rassemblé pour faire quoi ? Pour lutter résolument contre le patronat ou au contraire pour cautionner sa politique? Comment justifier un "syndicalisme rassemblé" avec des organisations syndicales qui signent avec le patronat des accords au rabais remettant en cause les acquis antérieurs, qui capitulent devant les représentants du MEDEF ? Proposer de se rassembler sur une base de recul social c'est illusoire et très dangereux. Cette union là est dirigée contre les intérêts des salariés, elle fait le jeu du patronat.

L'existence et le développement d'un syndicalisme de classe est indispensable pour que l'union se réalise dans la lutte contre le patronat. C'est aussi pour cela qu'il est attaqué. Les idées réformistes ont encore gagné du terrain. Aujourd'hui il doit affronter et faire face à de nombreuses tentatives de dévoiement externes à l'organisation mais également à l'intérieur de l'organisation elle-même. Déjouer ces manœuvres de tous bords qui se développent aujourd'hui, exige l'intervention des syndiqués et des salariés.

Français, immigrés même combat

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous". Dès sa création le syndicalisme de classe a fait sien ce mot d'ordre. La solidarité de classe contre le capitalisme concerne les travailleurs du monde entier. En France la solidarité français – immigrés n'est pas un vain mot. Elle s'est construite dans les luttes sociales et anti-impérialistes. **Travailleurs immigrés et français ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Le syndicalisme doit s'opposer à toutes les tentatives de les diviser, il doit s'opposer à toutes les discriminations, à toutes les formes de racisme.**

Combattre l'Europe capitaliste

En Europe un grand ensemble économique et politique capitaliste se développe et se structure. Le patronat pousse à l'intégration européenne dont il attend un renforcement du capitalisme. Avec le nivellement par le bas des salaires et des législations sociales, la casse des acquis et des statuts, il espère faire baisser ce qu'il appelle "le coût du travail". Avec la fin des monopoles publics et la généralisation des privatisations, il veut encore accroître ses profits. C'est dans cette Europe que déjà la part des salaires dans la valeur ajoutée a le plus baissé.

Le patronat européen s'applique à réduire le syndicalisme à n'être plus qu'un syndicalisme de collaboration de classe dans cette partie du monde capitaliste. Ce genre de syndicalisme est le seul qui existe dans la presque totalité des pays concernés. Dans la plupart des pays européens les organisations syndicales sont membres des partis sociaux-démocrates. Ils sont membres de cette Social - Démocratie qui sert en toutes circonstances la politique du patronat, au gouvernement ou dans "l'opposition". Des "pactes sociaux" sont conclus, associant les syndicats au recul du pouvoir d'achat des salariés, à l'abaissement du prix de la force de travail. Ces renoncements encouragent les gouvernements d'Europe à chercher des compromis nationaux sur la base d'une limitation des exigences sociales et d'une régression des droits acquis.

Toutes les grandes centrales syndicales françaises sont adhérentes à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) dont le but est d'intégrer le syndicalisme européen aux objectifs du capital.

Ce n'est pas de ce syndicalisme dont les salariés ont besoin. **Ils ont besoin d'un syndicalisme, qui à l'échelle européenne et internationale lutte résolument contre le patronat et les grandes multinationales.** Ils ont besoin d'un syndicalisme qui défende en toutes circonstances les revendications des salariés, ce qui n'est évidemment pas le cas avec la CES.

Les travailleurs d'Europe ont besoin de lutter ensemble contre l'Europe capitaliste, cette Europe de leurs ennemis de classe. En Europe comme en France il n'y a pas d'issue positive pour les salariés en dehors de la lutte contre le capital.

Pour un syndicalisme indépendant



Un syndicalisme de classe doit être indépendant. Il doit être indépendant du patronat et du MEDEF. Il doit être indépendant des gouvernements quels qu'ils soient. Il doit être indépendant de tous les partis et organisations politiques sans exception. **Il doit être uniquement guidé par l'intérêt des travailleurs.** Dans leur lutte ceux-ci se heurtent à la politique du patronat et à tout l'appareil d'Etat. Par conséquent le syndicalisme est amené à prendre position sur toutes les questions.

Pas de question interdite, pas de question " réservée ". Il exprime son point de vue de classe sur toutes les questions qui concernent les salariés, l'exploitation des travailleurs par le capital. Les salariés sont concernés au premier chef par la politique du patronat par les décisions politiques des gouvernements, par les positions des partis et organisations politiques.

Le patronat et le gouvernement disposent de tous les grands médias. Ils les utilisent pour affirmer qu'il n'y a pas d'autre politique possible que la leur. C'est la " pensée officielle " qui domine aujourd'hui, avec sa variante social-démocrate qui va dans le même sens. Les uns et les autres veulent imposer l'alignement sur cette " *pensée officielle* ". Pour eux, le syndicalisme ne devrait être qu'un instrument au service de leur politique. Ils n'acceptent pas le syndicalisme indépendant. Ils culpabilisent les travailleurs qui luttent, l'action revendicative devient un délit.

Indépendant mais pas neutre

Le syndicalisme dont les travailleurs ont besoin se doit d'éclairer la situation par des prises de positions politiques. Il doit dire ce qu'il pense de la politique du pouvoir qui dirige la France, des décisions qu'il prend, des objectifs qu'il poursuit. Pour qui travaille le gouvernement actuel, pour le patronat ou pour le peuple ? Pour qui travaillait le gouvernement de la gauche plurielle, pour le patronat ou pour le peuple ? Un syndicalisme de classe se doit de prendre position clairement et d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Il se doit de porter un jugement sur le comportement de toutes les forces politiques.

Le syndicalisme dont les travailleurs ont besoin se doit d'être au service des salariés dans leur lutte contre le patronat et tous ceux qui le servent. Il se doit de lutter pour abattre le capitalisme et changer de société.

Pour la Paix mondiale



Le capitalisme mondial avec à sa tête les Etats-Unis se comporte comme le gendarme du monde. Les conflits armés qu'il organise font des millions de victimes. Tous, sans exception, sont menés pour asseoir la domination du capitalisme, pour contrôler les sources d'approvisionnement et les marchés mondiaux. Pour imposer de force sa domination l'impérialisme pille des pays entiers, déclenche des guerres, foule aux pieds l'indépendance des nations et des peuples.

Un syndicalisme de classe se doit de défendre la paix et l'indépendance des peuples contre l'agresseur partout où elles sont menacées.

Intervenez

Depuis la disparition de l'URSS le capitalisme domine pratiquement le monde entier. L'exploitation des travailleurs et des peuples atteint des proportions jamais connues.

Fidèle à sa tradition le syndicalisme réformiste de collaboration de classe compose avec le patronat. C'est ce qu'il appelle " *s'adapter au nouvel environnement économique et social* ".

D'adaptation en adaptation, de compromission en compromission où allons-nous ? Voyez à quel point le capitalisme exploite les peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Sud qui représentent les deux tiers de la population du globe ! **La seule limite que les capitalistes connaissent c'est la force de la résistance que les salariés et les peuples leur opposent.**

En France l'existence même du syndicalisme de classe est menacée



Grève des mineurs

Confrontés aux dures réalités les salariés ressentent de plus en plus les effets de la politique du capital. Des luttes se développent. Les exigences revendicatives grandissent sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, les acquis, les retraites... Les revendications se heurtent de plus en plus fortement au patronat, au gouvernement. Elles se heurtent de plus en plus à toutes les formes de réformismes, aux nombreuses variantes de la social démocratie. **Pour réaliser leurs objectifs tous ceux là veulent la liquidation du syndicalisme de classe dans notre pays. S'ils parvenaient à leurs fins les conséquences seraient désastreuses pour les salariés et pour le peuple. Il ne faut pas les laisser faire.**

Démocratie, synonyme d'efficacité.

Un syndicalisme de classe est indispensable aux salariés. **Il doit être leur expression , l'expression de leurs besoins, de leurs revendications, il doit leur appartenir. Les syndiqués doivent occuper toute leur place dans l'organisation syndicale. Pas de réflexion, pas de décision qui ne soit l'émanation des syndiqués. Pas de dirigeant qui se soustraie au contrôle des adhérents. La démocratie syndicale c'est cela.**

Rien n'est joué

Face à cette offensive pour casser le syndicat révolutionnaire, des forces importantes agissent. Partout des syndiqués, des responsables syndicaux, à tous les niveaux ne sont pas disposés à accepter cela. Nombreux sont les membres de la CGT qui ressentent le besoin de conserver et de développer le syndicalisme de classe. Avec eux, des centaines de milliers salariés luttent contre le capital.

N'est-ce pas sur tous ceux-là que le syndicalisme révolutionnaire doit s'appuyer, pour que grandisse l'exigence d'un syndicalisme de classe ? Son existence et son renforcement dépendent du poids que pèseront les syndiqués et les travailleurs.

C'est vers eux, c'est vers vous que nous nous tournons parce que c'est de vous que dépend l'issue de ce combat